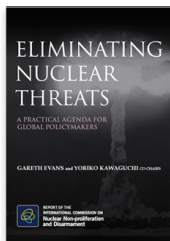


SOMMAIRE	CHRONIQUE
MULTILATERAL.....2	Is Trident the answer for the United Kingdom ?
	<i>Par le Commodore David Jarvis, CBE RN, formally Chief Strategic Systems Executive</i>
Union européenne...3	<p>Since the UK first became a nuclear weapon state its deterrent posture has evolved to the point that today it has a minimum force policy, with Russia as the worst-case potential adversary. It has a single system, relying on the global range, accuracy, and reliability provided by the combination of the Vanguard Class SSBN and Trident II/D5 to hold all potential targets at risk, and a minimum stockpile, facilitated by maintaining a posture of continuous at sea deterrence (CASD) which always keeps a small but credible number of warheads invulnerable at sea; in short, an assured, credible, minimum deterrent.</p>
PAYS.....4	<p>In 2004, mindful of the approaching obsolescence of the Vanguard Class, the UK Government embarked on a period of study which resulted in a White Paper presented to the House of Commons which voted to procure a new class of submarine carrying the existing D5 missiles. The estimated cost of this obsolescence management decision was in the order of £20 billion.</p>
Nucléaire.....4	<p>Since then the meltdown of the global financial market has left Governments scratching their heads over how to balance the books and inevitably, in the UK, the White Paper decision has come under the spotlight and many are now arguing that there are cheaper nuclear deterrent systems than Trident. It has been suggested that it would be more cost effective to replace Trident with nuclear armed cruise missiles and either fit them to aircraft or carry them in the new Astute SSNs. So is Trident still the answer?</p>
Biologique.....5	<p>If nuclear cruise missiles were to be carried by aircraft the twin issues of vulnerability and capability arise. Short of keeping a proportion of aircraft in the sky at all times, just as in the old SAC days, an assured ability to respond to an attack would demand more warheads distributed over a number of airfields and it is safe to assume, particularly as we approach the NPT RevCon, that the UK Government will not sanction an increase in warhead numbers. There is also the issue of which aircraft would carry the weapon? Eurofighter would be logical choice if the UK wanted to avoid procuring a new class of aircraft but even with in-flight refuelling the range and the confidence of success afforded by slow air-launched cruise missiles are both quite low. So cruise missiles delivered by aircraft cannot provide an alternative to Trident if the UK wishes to retain the existing capability.</p>
Chimique.....5	<p>But what if cruise missiles were to be carried in SSN's? Clearly their vulnerability matches that afforded by SLBM's. There would be a need to purchase additional hulls because to ensure that invulnerability the SSN's would have to maintain CASD. Furthermore, because of the limited magazine capacity of the Astutes, a modified design would be required to carry the necessary number of missiles. This starts to make the CM option look no cheaper than the SLBM option. And there is also the probability of mission success – Trident enjoys 130 consecutive flight successes to date, a record which no cruise missile system has yet matched – and therefore each SSN on patrol would have to carry a significant number of cruise missiles to achieve the same warhead-on-target numbers as Trident. Both cruise missile options would also need the UK to procure a new indigenous stealthy cruise missile with a significant range, a not insignificant expense.</p>
Vecteurs.....5	<p>So the answer to the question “Is Trident the answer for the United Kingdom?” is still yes, based on cost and capability grounds, unless of course the UK changes its posture...</p>
CRISES & TRAFICS....6	
MISCELLANEEES.....6	
PUBLICATIONS.....7	
SEMINAIRES.....8	
Agenda.....8	

MULTILATERAL

Le rapport de la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires



Un peu plus d'une année après son lancement (septembre 2008), la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires (ICNND) a rendu son rapport à la mi-décembre 2009. Intitulée *Éliminer les menaces nucléaires*, cette somme de 230 pages et 76 recommandations pratiques à l'adresse des décideurs des États possesseurs et non possesseurs de l'arme nucléaire, se veut animée par le souci de dépasser nombre de clivages traditionnels.

Membre de la Commission, François Heisbourg revient ici sur une année de travail, une approche et la formulation de programmes d'action à court, moyen et long termes. Une version longue de cet entretien figure sur le site Internet du CESIM : http://www.cesim.fr/fichiers/Entretien_avec_Francois_Heisbourg.pdf

Comment s'inscrit le travail de la Commission dans le débat international depuis un an ?

L'ambition de la Commission était à la fois de formuler des objectifs de court terme— en vue de la 8e conférence d'examen du TNP— et de long terme—établir une feuille de route du désarmement et de la non-prolifération dans la durée. Je crois que cette tension a été bien gérée. Cela étant dit et les recommandations de la Commission étant publiées, la méthode repose aujourd'hui sur un travail de persuasion et d'imprégnation, afin que les solutions proposées parviennent à filtrer à travers les diverses couches du système multilatéral (voir infra).

Le rapport est sans équivoque : « Tant qu'il restera une seule nation dotée de l'arme, d'autres nations la convoiteront (...). Le fait que le monde ait échappé [à son usage] est le fruit du hasard. »

Je crois qu'il n'est pas contestable que le refus du monopole nucléaire est quelque chose de profondément ancré. Cela relève du constat le plus basique. Du reste, l'ordre sur lequel est bâti le TNP est une photographie prise à un moment donné mais cet ordre là n'est pas celui sur lequel est censé déboucher le TNP. Lui-même, dans son article 6, prévoit la fin de l'ordre qu'il décrit. Ce compromis sur lequel est fondé le TNP a été répété dans la résolution 1887 du Conseil de sécurité, dont la France a été l'un des artisans. Par ailleurs, la

seconde partie de ce paragraphe est très importante : oui, la dissuasion nucléaire a été un élément fondamental du non usage de l'arme nucléaire au cours de la Guerre froide. Mais nous savons désormais que cette réussite est aussi due, pour une grande part, au hasard, à la bonne fortune. La réalité de la crise des fusées de Cuba, avec le recul historique que nous en avons aujourd'hui, est là pour nous le rappeler.

Que penser de la perspective revendiquée de voir l'arsenal nucléaire mondial diminué de 90% à l'horizon 2025 ?

Selon les abolitionnistes, tous les États doivent réduire leurs arsenaux sans distinction. Je m'inscris en faux contre cette approche et sur ce point j'ai été suivi par la Commission. Nous avons abouti à une recommandation très différente dans son esprit comme dans la pratique : à un terme non défini et qui ne peut pas être défini aujourd'hui, l'objectif est bien l'élimination complète des armes nucléaires, c'est-à-dire ce à quoi se sont engagés les pays qui ont adhéré au TNP. Cela ne peut arriver sans transformation des conditions de sécurité dans le monde. Or, l'on ne voit pas cette transformation à l'œuvre pour le moment. Le rappel de l'objectif est donc nécessaire mais il n'est pas opératoire. À l'inverse, la Commission a considéré qu'il fallait tenter de définir ce que pourrait être un désarmement maximal à circonstances stratégiques relativement inchangées, et à une

échéance qui corresponde à l'état de la technique de démantèlement. D'où cette date de 2025 que nous avons retenue. Entre 2010 et 2025, nous recommandons la diminution de 90% des charges nucléaires américaines et russes dont le total passerait de plus de 22000 à un millier. Les autres pays possesseurs de l'arme seraient invités à ne pas accroître leur arsenal, soit de l'ordre de 1000 armes au total. On est ici très loin du militantisme irréaliste de l'approche « *Global Zero* ».

En quoi ce rapport peut-il bénéficier à la conférence d'examen du TNP de 2010 ?

La définition d'un possible succès de cette conférence repose sur le renforcement de l'AIEA et du TNP, notamment s'agissant des conditions de retrait du traité (le langage du rapport de la Commission est très explicite là-dessus), tout comme sur la garantie d'un développement sûr et sécurisé de l'énergie nucléaire civile dans le monde. Enfin, les États dotés de l'arme nucléaire doivent s'engager dans une logique qui est effectivement celle du rapport de la Commission : non augmentation des « petits » arsenaux et réduction massive des « grands », dans un premier temps.

Propos recueillis par Benjamin Hautecouverture

La version intégrale du rapport de l'ICNND est disponible en ligne : <http://www.icnnd.org/reference/reports/ent/index.html>

Rapport de l'ICNND : à suivre

Lancé de manière assez discrète à la mi-décembre 2009 au Japon, le rapport de l'ICNND, *Éliminer les menaces nucléaires*, devrait donner lieu à une série de rencontres et débats dans les mois à venir, avant la conférence d'examen du TNP au mois de mai 2010 à New York. Gareth Evans, Co-président de la Commission, et William Perry, membre de la Commission, ont présenté le rapport à la *Carnegie Endowment for International Peace* le 22 janvier dernier. Gareth Evans et Camille Grand, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, centre français associé à la Commission, seront les invités de l'Académie Diplomatique Internationale, avec le soutien de l'ambassade d'Australie à Paris, le mardi 2 février, pour débattre de la sécurité et des armes nucléaires. Contact : info.paris@dfat.gov.au

UNION EUROPEENNE

Le 12e rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE contre la prolifération des ADM

Adopté par le Conseil le 8 décembre 2009, le dernier rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE contre la prolifération des ADM se félicite d'une « atmosphère généralement positive dans les forums multilatéraux de désarmement et de non-prolifération, avec quelques exceptions. » En particulier, l'échec des dernières négociations avec l'Iran est déploré (« *this again highlights their unwillingness to engage constructively with the international community* »).

Le document reprend l'ensemble des initiatives et programmes réalisés et en cours, notamment la refonte du régime de contrôle des exportations de biens à double usage, en vigueur depuis août 2009, et le plan d'action de juin 2009 contre les menaces NRBC.

L'on souhaite ici insister plus particulièrement sur la mise en œuvre des « *new lines for action* » adoptées par le Conseil en décembre 2008. Dans ce cadre, l'échange des meilleures pratiques, le développement d'une culture de la non-prolifération parmi nombre d'acteurs qui y sont traditionnellement étrangers (université, industrie...), la lutte contre le financement de la prolifération ou encore l'interception des flux proliférants sont caractéristiques de l'approche complexe et novatrice adoptée par l'UE depuis un an. Par exemple, des consultations sont en cours avec les Etats-Unis pour impliquer l'UE en tant que telle au sein de la PSI. En revanche, le champ de la lutte contre le financement n'a pas débouché sur une action spécifique à ce jour. Des recommandations doivent être adressées au GAFI au mois de février 2010 (voir encadré ci-dessous).

<http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/09/st17/st17387.en09.pdf>

La lutte contre le financement de la prolifération au GAFI

En attendant la prochaine séance plénière du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI, février 2010), il semble que peu d'avancées opératoires ont été réalisées jusqu'à ce jour par l'organisme, en matière de lutte contre le financement de la prolifération.

Il s'agit bien d'une tâche spécifique de l'un des quatre groupes de travail en place, pourtant le rapport d'activité 2008 / 2009 est très sommaire sur la question : « le financement de la prolifération constitue un domaine dans lequel le GAFI peut ajouter de la valeur aux efforts globaux de la communauté internationale. Tout en respectant les besoins identifiés par les Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, le GAFI poursuivra ses travaux sur la question. » Un rapport avait été publié en juin 2008, indiquant que le GAFI est bien l'organisme intergouvernemental pertinent pour traiter cette question dans le cadre de la résolution 1540 du Conseil de sécurité.

Proliferation Financing Report, GAFI, 18 juin 2008, 73 p. <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/14/21/41146580.pdf>

Catherine Ashton, nouveau Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité

Catherine Margaret Ashton (Royaume-Uni) a été désignée Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité par le Conseil de l'UE, le 19 novembre 2009. Elle est entrée en



fonction le 1er décembre, jour de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Mme Ashton remplace Javier Solana à ce poste, avec les pouvoirs étendus que lui confère le nouveau traité. En particulier, le Haut représentant siègera désormais à la Commission en tant que vice-président et sera à la tête d'un Service européen d'action extérieure (SEAE). Celui-ci regroupera plus de 5000 diplomates, militaires et experts européens, afin de rapprocher le Conseil et la Commission, regrouper les missions et les budgets. Auditionnée par le Parlement européen le 11 janvier 2010, Mme Ashton a annoncé qu'elle donnerait la priorité à la constitution du SEAE afin de faire une proposition au Conseil d'ici le mois d'avril prochain.

La nomination de Catherine Ashton a été accueillie de manière mitigée, au Royaume-Uni comme en Europe. Membre du Parti travailliste, elle a occupé plusieurs postes ministériels au Royaume-Uni, mais ni à la défense ni aux affaires étrangères. Mme Ashton n'est pas une diplomate et son expérience bruxelloise est récente, ayant remplacé Peter Mendelson en octobre 2008 au poste de commissaire européen pour le commerce. Dans ce contexte, il est naturellement trop tôt pour avoir une idée de l'approche qui sera celle du nouveau Haut représentant, en particulier en matière de non-prolifération et vis-à-vis des crises de prolifération nucléaire en cours. Relativement prudente sur ces questions, si l'on se réfère aux quelques interventions déjà faites depuis deux mois, Mme Ashton s'est pour l'instant contentée de mentionner l'Iran comme l'un de ses dossiers urgents, regrettant que Téhéran n'ait pas accepté l'accord sous l'égide de l'AIEA et prévenant : « *We need to decide on next steps in the light of Iran's refusal to accept its international obligations.* »

Il reste que Catherine Ashton n'est pas novice en matière de non-prolifération et désarmement nucléaires. Elle fut en effet militante pour l'ONG *Campaign for Nuclear Disarmament* (CND) à la fin des années 1970 et trésorière de cette organisation de 1980 à 1982. A ce titre, sa récente nomination a été accompagnée par le lancement d'une polémique orchestrée par le leader du Parti « *UK Independence* » (UKIP), Nigel Farage, selon qui le CND aurait été financé par Moscou à l'époque où Mme Ashton en était trésorière. Cette dernière a formellement démenti, rejointe par Kate Hudson, actuelle présidente de CND, qui a envisagé de porter l'affaire en justice. Selon elle, « *supporters of nuclear weapons have made such allegations over the years, yet not once have they produced a shred of evidence to support them. In the 1980s Bruce Kent offered £100 to anyone who could prove CND had received money from Moscow—the cheque remains unclaimed to this day.* » Catherine Ashton a quitté le CND en 1983.

ENJEUX PAYS : NUCLEAIRE

États-Unis : retour sur les budgets nucléaires de la NNSA dans la FY 2010

Le budget de la *National Nuclear Security Administration* (NNSA) pour l'année fiscale qui s'achèvera le 30 septembre 2010, inclus dans le *Energy and Water Development and Related Agencies Appropriations Act, 2010* (H.R. 3183), a été adopté formellement par le président Obama le 28 octobre 2009. Outre les postes « Réacteurs navals » et « Bureau de l'Administrateur », ce budget se compose de deux sous-ensembles : « *Weapons Activities* », « *Defense Nuclear Nonproliferation* ».



Au titre du premier, 6 384 milliards de dollars constitueront donc le budget dévolu aux armes nucléaires. 2 136 milliards de dollars seront consacrés aux programmes de non-prolifération. En particulier, 572,1 millions de dollars sont prévus pour les programmes internationaux de coopération et de protection des matières nucléaires, dont l'installation d'équipements de détection dans les ports étrangers et aux frontières, soit 19,8 millions de dollars de plus que ce que l'administration avait demandé. La *Global Threat Reduction Initiative* (GTRI), destinée à réduire le risque créé par les stocks de matières nucléaires et radiologiques dans le monde, a pour sa part été financée à hauteur de 333,5 millions de dollars.

Partie au budget de la défense (H.R. 2647), le programme *Nunn-Lugar Cooperative Threat Reduction* a été doté d'environ 424 millions de dollars, soit 20 millions de plus que ce qui avait été demandé par l'Administration.

Pakistan : le trouble-fête du multilatéralisme ?

Alors que la première partie de la session 2010 de la Conférence du désarmement (CD) s'est ouverte lundi 18 janvier sous la présidence de l'ambassadeur Abdul Hannan (Bangladesh), le Pakistan a bloqué l'adoption de l'ordre du jour 2010 le lendemain. Arguant que l'adoption de l'ordre du jour ne devrait pas être considérée comme une formalité, l'ambassadeur pakistanais M. Zamir Akram a ainsi fait valoir l'importance, selon lui, d'inclure au programme la question des accords régionaux d'*arms control* conventionnel, ainsi que la négociation d'un régime global sur « les missiles dans tous leurs aspects ». Selon les termes du représentant pakistanais, « *we invite the CD members to consider these proposals and express their views in the plenary. This will enable us to take an informed decision on the agenda of the Conference for the 2010 session.* » La séance ayant été ajournée par M. Hannan afin d'entreprendre des consultations, la session 2010 s'ouvre donc par un nouveau blocage, l'Inde étant naturellement opposée à voir la question d'accords régionaux d'*arms control* conventionnel débattue à Genève.

L'on se souvient que la session 2009 avait d'abord été marquée par l'adoption par consensus au printemps (29 mai 2009) d'une proposition de programme de travail (CD/1863), après douze années de blocage des négociations. Mais celle-ci n'avait pu être mise en œuvre en troisième partie de session, le Pakistan, en particulier, faisant valoir des désaccords de procédure.

Si l'on peut être déçu de cette entrée en matière, de la même façon que nombre de délégations avaient exprimé leur déception l'été dernier, l'on peut également considérer qu'un autre scénario était peu probable. Les divergences profondes qui existaient l'an passé sur le projet même de traité sur l'interdiction de production de matières fissiles pour les armes nucléaires (FMCT) ont toujours lieu d'être. L'on voit en effet assez mal pourquoi Islamabad souhaiterait aujourd'hui entamer des négociations de substance sur ce sujet. De ce point de vue, force est de constater que l'accord de coopération nucléaire civil entre l'Inde et les États-Unis (2008), avalisé par le NSG et l'AIEA, fournit à la diplomatie pakistanaise un argument politique de poids.

L'absence de reprise des négociations à la CD en 2010 serait un échec en tant que tel. Si elle devait être associée à une absence de progrès réels dans les trois mois à venir s'agissant d'un autre ordre du jour international, celui du TICE, nul doute que des dommages collatéraux seraient à prévoir à New York au mois de mai. Dans ce cas de figure, la parenthèse ouverte l'an passé sur un retour promis du multilatéralisme en matière de non-prolifération et désarmement nucléaires se refermerait sur les seuls discours qui l'avaient annoncé.

Les États-Unis, la Russie et la base internationale de données sur les matières nucléaires

Largement promue par l'administration Bush, la « *nuclear forensics* » (criminalistique nucléaire) est encore une science émergente dont la vocation est l'identification de la source de matières qui font l'objet de trafics illicites ou qui ont été utilisées dans une explosion. Sur ce point d'ailleurs, la recommandation du rapport de l'ICNND (cf entretien p. 2) est assez évasive : « *Strong support should be given to the emerging science of nuclear forensics (...).* » (p. 123).



Outil de détection de matières nucléaires dans l'environnement.
Crédit photo : Hosoya/AIEA

Le sujet devrait figurer en bonne place à l'ordre du jour du Sommet mondial sur la sécurité nucléaire qui se tiendra à Washington au mois d'avril 2010. Il achoppe aujourd'hui principalement sur la possibilité de mettre en place une base internationale de données sur les matières nucléaires civiles et militaires. Alors que près de 90% du plutonium retraité et de l'uranium hautement enrichi se trouvent aux États-Unis et en Russie, les deux États sont aujourd'hui très peu enclins à en fournir un échantillonnage à de telles fins.

ENJEUX PAYS : BIOLOGIQUE, CHIMIQUE, VECTEURS

La menace émergente des missiles de croisière

La publication par Denis Gormley d'un article de fond sur la prolifération des missiles de croisière et le MTCR (voir lien *infra*) invite à se pencher sur la problématique de la prolifération de ces vecteurs. Nombre d'Etats tendent désormais à privilégier leur développement, d'une technologie plus accessible que celle des missiles balistiques et d'un coût d'acquisition relativement modéré. Actuellement, des programmes sont en cours dans une dizaine de pays alors que l'accroissement de la menace proliférante justifie l'exportation de systèmes sophistiqués vers un nombre croissant d'Etats alliés aux grandes puissances, notamment dans le Golfe et en Asie. Parmi les Etats proliférants, seul l'Iran est connu pour les développer.

La menace représentée par les missiles de croisière est de trois ordres. D'une part, la plupart des vecteurs développés demeureraient indétectables aux systèmes de détection aériens les plus évolués. L'échec des Patriot américains dans l'interception des cinq engins archaïques utilisés par l'Irak en 2003 en est une illustration. Cette invulnérabilité potentielle, qui, on peut le penser, pourrait être atténuée par le développement d'architectures de détection plus adaptées, accentue la vulnérabilité des infrastructures peu durcies - radars, centres de commandement avancés etc. -, et pose une menace réelle pour les Etats occidentaux, très dépendants de ces systèmes pour garantir l'effectivité optimale de leurs opérations militaires. La maturation des technologies pourrait aggraver cette menace, la plupart des Etats qui exploitent des missiles de croisière cherchant à développer des versions plus rapides et furtives. D'autre part, si le missile de croisière demeure mal adapté à l'usage des armes nucléaires, seules les grandes puissances étant capables de vectoriser une charge, il présente des avantages évidents dans l'exploitation des agents chimiques et biologiques. Enfin, l'accessibilité des technologies et les entraves relativement faibles qui portent sur leurs échanges ne peuvent que favoriser la prolifération et l'émergence de savoir-faire indigènes.

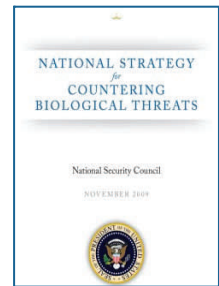
La menace réelle présentée par ces systèmes doit cependant être nuancée. D'une part, la légendaire précision du missile de croisière doit être relativisée. Les Etats-Unis, qui exploitent les systèmes de guidage les plus évolués (TERCOM-GPS) sont eux-mêmes confrontés à des problèmes liés au guidage du vecteur, en dépit de leur longue expérience. Parallèlement, les caractéristiques dynamiques des missiles de croisière limitent leur efficacité contre les sites durcis, atténuant leurs avantages dans une optique d'utilisation conventionnelle, du moins en deçà d'un certain seuil de précision. A l'inverse, ils représentent une arme de saturation idéale, et, pour les pays proliférants, pourraient se substituer aux vecteurs balistiques courte portée pour nombre de frappes. La combinaison de frappes balistiques et non balistiques apparaît d'ailleurs actuellement difficile à gérer.

Le HCOC représente-t-il une solution ? La réponse est probablement positive. Toutefois, l'inclusion de cette problématique particulière dans son agenda est très susceptible de figer un peu plus l'évolution d'un Code de conduite qui, s'il a le mérite d'exister, se heurte à la passivité de nombreux Etats, alors même que la menace balistique est bien plus tangible que celle des missiles de croisière.

http://www.armscontrol.org/act/2009_12/Gormley#Table1

La nouvelle stratégie de sécurité américaine contre les menaces biologiques

L'administration américaine a publié en novembre 2009 sa nouvelle stratégie de sécurité en matière de menaces biologiques, destinée à structurer et à orienter les différents programmes traitant celle-ci, lesquels sont essentiellement articulés par des directives du *Department of Homeland Security* (HSPD-5—*Management of Domestic Incidents*, et *National Response Frameworks* afférents ; HSPD-8—*National Preparedness* ; HSPD-9—*National Strategy for Defense of United States Agriculture and Food* ; HSPD-18—*Medical Countermeasures against Weapons of Mass Destruction* ; et enfin HSPD-21—*Health and Medical Preparedness*).



La Stratégie tente de prendre en compte le caractère protéiforme et quasi indiscernable de la menace, et d'intégrer les difficultés liées au renforcement de la sûreté et de la sécurité dans un domaine dominé par les acteurs privés et le marché. Au-delà des axes et priorités définis (renforcement de programmes de santé publique, normes de conduite, développement des systèmes d'alerte, limitation du potentiel de diversification des sciences de la vie vers des usages dangereux ou prohibés, prévention, communication), la stratégie insiste sur la nécessaire synergie entre acteurs non étatiques et étatiques pour renforcer la vigilance face aux risques de détournement.

Dans ce sens, la Stratégie propose que la communauté industrielle et scientifique développe des normes et renforce le partage d'informations en matière de sûreté. Elle se propose aussi d'affiner les législations existantes afin d'établir un canevas légal homogène, d'accentuer la coopération entre les institutions fédérales (y compris les services de renseignement) et les partenaires privés, de promouvoir le développement d'instruments efficaces au sein des organisations internationales et de favoriser une « vigilance citoyenne ».

Parallèlement, la Stratégie insiste sur la revitalisation de la Convention sur les armes biologiques (CIAB). Le document stipule notamment : « *We will seek to utilize the BWC as our premiere forum for global outreach and coordination on the full scope of risk management activities by: Promoting confidence in effective BWC implementation and compliance by its States Parties, inter alia, by promoting transparency about legitimate activities and pursuing compliance diplomacy to address concerns; Advancing a substantive agenda that emphasizes topics and activities consistent with the objectives of this Strategy.* » Le récent discours d'Ellen Tauscher à la CIAB va d'ailleurs dans ce sens, les Etats-Unis semblant décidés à instrumentaliser la convention pour promouvoir leurs propres normes. La Stratégie associe d'ailleurs le renforcement de la CIAB à celui des relations bilatérales entre les Etats-Unis et les autres Etats.

<http://geneva.usmission.gov/2009/12/09/national-strategy/>

CRISES & TRAFICS, MISCELLANÉES

Une vision de la prolifération : Abdul Qadeer Khan par lui-même

Lors d'un entretien télévisé du mois d'août 2009, puis par l'intermédiaire d'un chercheur du *Washington Institute for Near East Policy*, Abdul Qadeer Khan a fourni un certain nombre d'explications sur les différents aspects des échanges de technologies et de matières nucléaires avec la Chine, ainsi que sur les différents programmes pakistanais, notamment dans le domaine balistique. Il a ainsi rappelé la livraison par la Chine de 15 tonnes d'hexafluorure d'uranium destiné à alimenter le programme d'enrichissement pakistanais (1982), puis, en 1983, de 50 kg d'uranium de qualité militaire et des plans d'une arme nucléaire, aboutissant en 1984 à la fabrication d'un engin explosif fonctionnel. Selon lui, l'accord de principe sur la coopération nucléaire entre les deux États aurait été scellé par un entretien entre Mao et Zulfikar Ali Bhutto en 1976 à Pékin. En échange, le Pakistan aurait donné accès à la Chine aux techniques d'ultracentrifugation développées par URENCO et « importées » par A. Q. Khan, contribuant à développer le programme nucléaire chinois. Cette version est cependant contestée par certains analystes (D. Albright et al.) qui relèvent que les programmes chinois, procédant par diffusion gazeuse, étaient, au moment de ces échanges supposés, déjà trop avancés pour que l'appoint du Pakistan soit significatif, y compris en termes purement technologiques.

A. Q. Khan a fourni un certain nombre de précisions supplémentaires lors d'un entretien télévisé d'août 2009, évaluant le coût du programme nucléaire sur 25 ans à un peu moins de 30 millions de roupies (1 dollar pour 10 roupies au début des années 1980), ce chiffre étant purement indicatif, faute de précisions. Il a également souligné la grande continuité du soutien politique des dirigeants pakistanais tout au long de cette période. Par ailleurs, la version donnée par Khan de son expérience européenne illustre le potentiel de risque des coopérations scientifiques avec des chercheurs étrangers de haut niveau : « *Since I had been living in Europe for 15 years, I knew about their industry and suppliers very well (...). People accuse me of stealing lists of European suppliers, but that is rubbish. I had a doctorate in engineering. I had a valuable job in Holland (...). I also knew the addresses of all the suppliers. When I came to Pakistan, I started purchasing equipment from them until they proscribed the selling of equipment to us.* »

Significativement, A. Q. Khan rappelle que le développement d'un vecteur balistique capable de porter l'arme nucléaire a été envisagé dès 1981, sur une base chinoise. Le conflit afghan reporte cependant le lancement de ce programme à 1988, sous le gouvernement de Benazir Bhutto, autour du missile M-11. Selon lui, le choix du Pakistan de se tourner vers la Corée du Nord pour développer des armes à plus longue portée (Ghauri dérivé du No Dong) est essentiellement motivé par la volonté de la Chine de ne pas violer le MTCR en fournissant des systèmes d'une portée supérieure à 500 km. L'explication fournie par A. Q. Khan — qui paraîtra très insuffisante à certains — a le mérite de souligner le rôle essentiel de la Corée du Nord comme relais de prolifération, y compris pour des pays directement alliés à la Chine, mais aussi l'utilité objective du MTCR. Le Shaheen-1/Haft-4 pakistanais apparaît directement inspiré du M-9, trahissant l'assistance chinoise. Mais l'existence d'une norme internationale, rendue contraignante par l'activisme américain, semble avoir suffi à atténuer le phénomène de dissémination balistique entre deux États non stratégiquement proches, mais aussi totalement opaques.

<http://www.google.fr/url?sa=t&source=web&ct=res&cd=1&ved=0CacQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.fas.org%2Fnuke%2Fguide%2Fpakistan%2Faqkhan-083109.pdf&rct=j&q=Pakistan%3A+Dr+Abdul+Qadeer+Khan+Discusses+Nuclear+Program+in+TV+Talk++Show+&ei=8Y1VS6GRDJH-4Aah2rGhCQ&usq=AFQjCNE8bdwAEyU-apKdTcbtmcy9Ajjfgw>

L'Indonésie et la non-prolifération : état des instruments juridiques et conventionnels

La renaissance du nucléaire civil et les inquiétudes liées à une éventuelle spirale proliférante en Asie incitent à se pencher sur les États qui, du fait de leur proximité avec des puissances nucléaires et des États proliférants, sont susceptibles de remettre en cause leurs choix de sécurité ou les place en position de relayer des circuits de prolifération. L'Indonésie représente un cas emblématique, du fait de sa situation géographique, démographique et économique. Traditionnellement, Jakarta se pose en défenseur de la non-prolifération et du désarmement, ayant adhéré au TNP en 1978 et signé très tôt les accords de garanties généralisées (1980) puis le protocole additionnel (1999). Le pays est également signataire du traité de Bangkok, de la CIAC et de la CIAB. Il est cependant demeuré plus en retrait sur les initiatives plus récentes (TICE, HCOC) et demeure plus ou moins hostile aux arrangements *ad hoc* et aux régimes de contrôle.



Le positionnement de l'Indonésie en matière de non-prolifération apparaît positif en regard des actions entreprises par les autres États de la région. Certes, la mise aux normes des règlements dans le domaine des sciences de la vie est demeurée en retrait (le dernier texte date de 1994, la loi antiterroriste 15/2003, qui interdit la production/importation/transfert de substances explosives, ne prohibe que l'utilisation des armes biologiques), alors que le pays se dote, pour des raisons sanitaires, de laboratoires BSL-3. À l'inverse, il faut souligner une réactivité réelle aux stimuli de la résolution 1540, l'Indonésie étant un des rares pays de la zone à avoir répondu aux encouragements du comité 1540 en matière chimique. La loi 9/2008 est en effet très restrictive, qui « *prohibits to develop, produce, otherwise acquire, stockpile, and/or retain chemical weapons; transfer, directly or indirectly, chemical weapons to any other person; use chemical weapons; engage in any military preparations to use chemical weapons; involve, assist, encourage and/or induce, in any way, a person to engage in activity prohibited.* » Demeure la mise en application des règlements, qui reste perfectible. Selon une récente étude du SIPRI : « *Although Indonesia has been cooperating with the United States and the IAEA to secure nuclear and radiological materials within its borders, export controls remain underdeveloped with insufficient legislation covering chemical and biological dual-use items.* »

RECHERCHE : PUBLICATIONS ET RESSOURCES WEB

Reducing and Regulating Tactical Nuclear Weapons in Europe, Miles Pomper, William Potter, Nikolai Sokov, Rapport du CNS, décembre 2009 (http://cns.mii.edu/opapers/pdfs/tnw_europe.pdf)



Ce rapport met en relief la question toujours pendante des armes nucléaires tactiques en Europe. En effet, si le retrait (partiel ou total) des dernières armes américaines semble inéluctablement s'amorcer, les Russes maintiendraient 2000 d'entre elles déployées, un nombre indéterminé (le chiffre de 13 000 étant couramment retenu) demeurant stocké. Le rapport propose de saisir l'opportunité des négociations START pour traiter la question.

Toutefois, la marge de manœuvre américaine est réduite. Même si les armes russes ne sont pas déployées pour répondre à un déséquilibre conventionnel, la question de leur élimination pourrait impliquer une relance du Traité sur les forces conventionnelles en Europe et un questionnement sur une nouvelle architecture de sécurité. Les auteurs avancent une seconde proposition, fondée sur un retrait unilatéral, susceptible d'inciter la Russie à réduire son propre stock et à en accroître la transparence.

L'étude permet en outre de prendre pleinement connaissance de l'état des doctrines et du débat sur les armes tactiques déployées en Europe, ainsi que, paradoxalement, du manque d'intérêt des deux protagonistes à placer leur élimination au sommet de l'agenda des négociations. Les Européens demeurent eux-mêmes très ambivalents sur la question. Il est à souhaiter que le débat au sein de l'OTAN permette une avancée à ce sujet.

Les enjeux stratégiques des proliférations, rapport d'information de la commission des affaires étrangères, Assemblée nationale, 18 novembre 2009, 387 p.

Présenté par les députés Jean-Michel Boucheron et Jacques Myard, ce rapport de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale fait une analyse du phénomène actuel de prolifération des ADM, neuf ans après la publication d'un autre rapport, par la commission de la Défense nationale et des forces armées (N°2788).

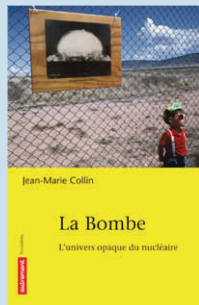
De fait, le phénomène est devenu plus complexe depuis 2000 (attentats du 11 septembre 2001, crises de prolifération nord-coréenne et iranienne, etc.). Ce travail fait un point sur la question, de manière souvent subtile.

Il est remarquable que les menaces de prolifération sont distinguées « entre menaces réelles, menaces fictives, menaces fantasmées et menaces instrumentalisées. » A ce titre notamment, la menace de terrorisme nucléaire est analysée avec toute la prudence qui convient. La menace que ferait porter un Iran doté de la technologie nucléaire militaire est analysée essentiellement comme une atteinte à l'ordre juridique international et comme une modification substantielle de la donne politique au Moyen-Orient, la menace militaire pour la sécurité de l'Europe et des Etats-Unis restant minime à ce jour.

L'on regrettera au passage une généralisation abusive : « comment assurer la survie de l'humanité face aux ADM alors que les plus grands Etats de la planète cherchent à s'en assurer la maîtrise, en raison des perspectives politiques et stratégiques qu'elles offrent ? » Quoi que l'on pense des postures de dissuasion nucléaire des Etats dotés, l'on ne saurait parler de régimes discriminatoires s'agissant des armes chimiques et biologiques.

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i2085.pdf>

La bombe. L'univers opaque du nucléaire, Jean-Marie Collin, Autrement, mai 2009, 206 p.



« Consultant sur les problématiques de défense », Jean-Marie Collin a rejoint l'ONG *Parliamentary Network for Nuclear Disarmament* (PNND) en juillet 2009 comme « *Program Director* » pour la France. Dans cet ouvrage, publié au mois de mai dernier, J-M Collin entend informer la société civile sur « le mystère » qui entoure « la bombe », et examiner les modalités qui permettraient de parvenir à un monde sans armes nucléaires. Ce travail s'inscrit dans le cadre des activités militantes de l'auteur, pour le désarmement nucléaire.

désarmement nucléaire.

Si l'on peut se féliciter de la volonté didactique d'éveiller le lectorat néophyte aux complexités intrinsèques du nucléaire de défense, il faut ajouter que le manque de connaissances du public le plus large est avant tout lié à un manque d'intérêt pour ces questions. En réalité, l'information est largement disponible en sources ouvertes. Il reste que « le flou le plus complet » que dénonce l'auteur favorise en effet une simplification exagérée du débat de la société civile sur l'arme nucléaire. Ce qui lui est très dommageable.

A ce titre, ce livre fournit un panorama des arsenaux des Etats possesseurs de l'arme nucléaire, ainsi qu'un éclairage historique pertinent s'agissant d'un certain nombre de débats, dont celui sur les essais nucléaires et la progression réelle de leur interdiction jusqu'à aujourd'hui. En revanche, l'on peut regretter des approximations dans l'exposé factuel (affirmation de possession par l'Iran d'un missile *Shahab 4* opérationnel d'une portée de 2500 km, affirmation selon laquelle le missile de croisière pakistanais *Babur* pourrait emporter « toute sorte de charges », etc.).

Sur le fond, le livre de J-M Collin participe utilement au débat en soutenant la thèse selon laquelle c'est par le désarmement que la communauté internationale parviendra à éradiquer le spectre de la prolifération nucléaire (notamment par l'isolement diplomatique des Etats proliférants). Appelant de ses vœux le dépassement des dogmes sécuritaires nationaux pour embrasser une logique de « sécurité humaine » qui transcende le cadre des Etats, l'auteur passe peut-être un peu vite sur les modalités de cette approche. Au-delà des pétitions de principe, les caractéristiques concrètes et réalistes d'un processus d'élimination des armes nucléaires méritent aujourd'hui la concentration de la réflexion. En tout état de cause, un tel processus sera nécessairement long et incrémental.

RECHERCHE : DU COTE DES SEMINAIRES

« Project On Nuclear Issues : 2009 Capstone Conference »

Le cycle annuel des conférences internationales du *Project On Nuclear Issues* (PONI) du CSIS s'est achevé mardi 15 décembre 2009 par une conférence tenue dans l'enceinte de la base aérienne Offutt à Omaha, Nebraska. A la différence des trois autres conférences annuelles, qui reposent sur les contributions inédites des chercheurs juniors du réseau, cette dernière offrait une sélection des interventions de l'année, réparties en cinq sessions :

1. « *Emerging Strategic and Political Challenges* »
2. « *Reducing the Prevalence of Nuclear Weapons Worldwide* »
3. « *New Methods for Preventing and Defending Against Nuclear and Radiological Attacks* »
4. « *Key Issues Affecting the Nuclear Stockpile, Delivery Platforms and Operators* »
5. « *The Future of the Nuclear Enterprise* »



Bâtiment du Strategic Air Command (SAC), Offutt AFB, NE. Crédit photo : missilenews.

Au plan stratégique, la question iranienne a été largement éludée, alors que la posture stratégique chinoise a été l'objet de nombreuses interrogations : aujourd'hui évaluée comme stable par Washington, que doit-il en être à moyen terme ? Par ailleurs, il a été à plusieurs reprises considéré que la supériorité conventionnelle des Etats-Unis est un facteur de maintien des postures de dissuasion nucléaire des autres Etats possesseurs, la Chine en particulier.

S'agissant de lutte contre la prolifération, la question de l'efficacité des sanctions a été très débattue et celle du renforcement des institutions internationales, controversée (les Etats-Unis le souhaitent-ils vraiment, dans la mesure où de tels instruments, renforcés, risquent d'être utilisés contre les intérêts de la super puissance ?).

Le terrorisme nucléaire et radiologique est toujours haut placé à l'agenda des conférences PONI. Si une approche « multicouches » (« *multilayered approach* ») a eu la faveur de la plupart des participants, la problématique de la détection est celle qui enthousiasme le plus. En revanche, il a été admis que les solutions en matière de criminalistique nucléaire (« *nuclear forensics* ») sont encore fragiles en dépit des discours politiques très volontaristes sur le sujet.

Enfin, la question de l'avenir des arsenaux et du complexe nucléaire américain et britannique, c'est-à-dire le cœur et la vocation historique du PONI depuis son lancement en 2002, a été principalement abordée en termes de maintien des compétences humaines. Ce maintien est aujourd'hui aux Etats-Unis l'objet de préoccupations sérieuses dans les trois grands laboratoires nationaux (« *only skills and knowledge on active use are possible to be transferred to next generations* »).

http://csis.org/files/attachments/091207_Capstone_Conference_Agenda.pdf

Manmohan Singh sur CNN : les Etats-Unis, l'Inde et le TNP

Dimanche 29 novembre 2009, suite à un discours du président Obama tenu cinq jours plus tôt, qualifiant l'Inde et les Etats-Unis de *puissances nucléaires* (« PM hopes US will get India official nuclear power state status », *Lalit Jha, Press Trust of India/Daily News & Analysis*, 30 novembre 2009), le premier ministre indien Manmohan Singh, dans un entretien avec un journaliste de la chaîne de télévision américaine CNN, réalisé entre le 24 et le 29 novembre, laisse entendre qu'il espère que les Etats-Unis aideront l'Inde à obtenir le statut officiel de puissance nucléaire, ce qui pourrait conduire à son adhésion au TNP.

<http://edition.cnn.com/video/#/video/podcasts/fareedzakaria/site/2009/11/29/gps.podcast.11.29.cnn?iref=allsearch> (à partir de 30.00)

AGENDA

CONFERENCES

01–03/02/2010 : “*Global Partnership Approach to Combating the Global Biological Threat*”, Wilton Park Conference (WP1016), Royaume-Uni, sur invitation. Contact : Alison Jones (44 0 1903 817714)

28–02/02–03/2010 : “*The Future of NATO's Nuclear Deterrent: The New Strategic Concept and the 2010 NPT Review Conference*”, NATO Defense College, Rome

EVENEMENTS

18–01/26–03/2010 : première partie de la session 2010 de la Conférence du désarmement, Genève

31/01/2010 : remise du rapport final sur l'examen général de la résolution 1540 du Conseil de sécurité, Comité 1540, New York

02–04/02/2010 : sommet mondial du réseau *Global Zero*, Paris

Toute l'équipe du CESIM vous adresse ses meilleurs vœux pour l'année 2010.

OBSERVATOIRE de la NON-PROLIFERATION

Bernard Sitt, directeur; Benjamin Hautecouverture, Chargé de recherche (conception / rédaction); Stéphane Delory, Chargé de recherche (rédaction). Contact : observatoire@cesim.fr